

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 42 (2005)
Heft: 1654

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Fusions, rachats, participations et Cie

Le carrousel des fusions et acquisitions s'est remis à tourner, en Suisse comme ailleurs. La faute aux taux d'intérêt bas, aux liquidités disponibles dans nombre de sociétés, à la sous-évaluation de quelques autres. Le tout sur fond de globalisation des marchés et de conjoncture languissante.

Y aura-t-il mariage ? Avec quel contrat, quelle dot, quels espoirs d'acquêts ? Les journaux et pages économiques tiennent leurs feuillets de l'été : une série de fiançailles mouvementées entre sociétés dont les « parents », dirigeants et actionnaires, vantent et se disputent les atouts respectifs, avant de consentir le cas échéant à une fusion, voire à une reprise pure et simple du capital - et du travail.

La liste des candidates - involontaires - à l'union comprend ces jours deux noms principalement : la saint-galloise Leica Geosystems, spécialisée dans les techniques de mesure, est convoitée par le groupe suédois Hexagon, tandis que la fribourgeoise Saia-Burgess, productrice de composants électroniques, fait face à une attaque en règle des Japonais de Sumida. Ces derniers semblent avoir de meilleures chances d'arriver à leurs fins, à l'instar d'autres entrepreneurs qui ont déjà fait leurs achats en Suisse cette année : le japonais Oji Paper pour Ilford Imaging, l'autrichienne Victory pour Unaxis (ex-Bührle), l'américaine Honeywell pour Zellweger Analytics, l'allemande Lufthansa pour Swiss, etc. Prochaine reprise annoncée : celle de Saurer, entre-

prise active dans les machines textiles et les systèmes de transmission automobile, pour laquelle la vorace Victory aurait déjà marqué son intérêt.

Les mariages d'entreprises se font aussi à l'initiative de groupes suisses : ces derniers mois, Novartis a racheté coup sur coup quatre sociétés, fabricant des médicaments génériques, domiciliées au Canada, au Danemark et en Allemagne. Autres grosses opérations, à plusieurs milliards chacune, menées depuis la Suisse : la reprise par le groupe cimentier Holcim de deux grandes sociétés produisant des matériaux, indienne et anglo-américaine.

Le carrousel des fusions et acquisitions est donc relancé. Il tourne périodiquement à haute vitesse : les dernières grandes années furent en Suisse 1989-1990, juste avant le fort ralentissement des années nonante et l'année-record 2000, avec 378 fusions et prises de participation. L'an dernier, le nombre d'opérations remontait soudainement à 370, signalant la forte accélération du rythme des restructurations, qui semble devoir se maintenir.

continue en page 2

Sommaire

La deuxième génération des plantes transgéniques se développe dans l'intérêt des consommateurs.
page 2
Avantages et limites de la cooptation.
page 3
Des citoyens veulent réécrire la constitution genevoise.
page 4
L'orthographe au fil des temps.
page 5
Le dernier épisode du feuilleton de Anne Rivier.
page 6
La marche devient récit.
page 7
Hommage à Harald Szeemann, penseur sauvage.
page 8

Croissance

La conjoncture économique exige que syndicats et patronat se concertent sur les mesures indispensables au financement du travail, qui ne s'arrête plus au seuil du bureau ou de l'usine.

Edito page 3